



Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Objet : Alsace et Moselle
Commémoration du 11 novembre 1918

Ebersheim, le 14 octobre 2020.

Monsieur le président de la République,

Le 5 septembre de l'année dernière, je vous ai adressé un courrier vous priant d'inviter les maires d'Alsace et de Moselle à lire, lors des cérémonies du 11 novembre, un message adapté à la vérité historique des soldats alsaciens et mosellans de la Première Guerre mondiale qui, dans leur immense majorité, ont combattu et sont morts pour leur patrie d'alors, l'Allemagne.

Par lettre* datée du 23 décembre 2019 (!), monsieur Eric Lucas, alors directeur du cabinet de la secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées, me répond que notre « proposition a été examinée avec attention sans qu'elle puisse toutefois recevoir une suite favorable ».

Les arguments développés par monsieur Lucas pour justifier votre décision sont inacceptables, tant ils nient, bafouent et méprisent la réalité historique à laquelle vous êtes pourtant très attaché !

L'argumentaire présenté dans cette réponse est en effet la légitimation assumée de la violence mémorielle subie par les anciens combattants alsaciens et mosellans depuis 1918.

Monsieur Lucas ne peut pas ignorer que l'image du « soldat alsacien-mosellan de la Grande guerre [qui], Français de cœur, a été contraint de se battre du côté de l'Allemagne » est un mythe, fabriqué de toute pièce par la propagande française dès 1914 et, depuis, entretenue par des générations de manuels scolaires.

En estimant que « mentionner le cas particulier des Alsaciens et Mosellans qui ont combattu dans les rangs de l'armée allemande irait à l'encontre de la volonté générale d'inclure dans le récit national ces soldats, de préserver leur souvenir et, de ce fait, leurs descendants », monsieur Lucas exprime avant tout une insupportable germanophobie. Comme si le fait d'avoir porté l'uniforme allemand était une infamie qu'il fallait absolument cacher par un pieux mensonge !

Ainsi, dire la vérité menacerait-il « l'unité nationale » ?

Ainsi, l'unité nationale justifierait-elle la falsification consciente et assumée de l'histoire des Alsaciens et des Mosellans ?

.../...

*ARM/SDC/BCM/QP
FL/584/0456

.../...

Par son propos, monsieur Lucas prétend exprimer « la volonté générale ». Si c'est une plaisanterie, elle est de fort mauvais goût, tant les Alsaciens et les Mosellans ressentent le vif besoin de voir leur histoire respectée par la République ! D'autant que nos « particularismes historiques » sont loin d'être « parfaitement connus ». Au demeurant, comment le seraient-ils alors que l'histoire apprise à l'école est exclusivement nationale ?

Les Alsaciens et les Mosellans ne sauraient en aucun cas se retrouver dans la figure ultra-marginale de « l'engagé volontaire portant l'uniforme bleu-horizon après avoir déserté l'armée allemande », un subterfuge datant de l'entre-deux-guerres dont la perpétuation est visiblement approuvée par monsieur Lucas. Invoquer une mémoire « fixé[e] dans l'espace autant que dans le temps » pour justifier son maintien telle quelle est un argument irrecevable et insupportable.

Combien de temps encore, monsieur le président, allez-vous tolérer que soit ainsi niée, bafouée et méprisée notre histoire et la mémoire de nos morts au motif d'une idéologie surannée, indigne de la France du XXI^e siècle ? Ne trouvez-vous pas choquant de constater l'intrusion de certaines structures prétendument patriotiques au sein même des écoles de la République, avec l'accord du ministère de l'Education nationale, pour expliquer aux petits Alsaciens et Mosellans que leurs arrière-arrière-grands-pères étaient... des Poilus ? Cette falsification de notre histoire ne vous rappelle-t-elle pas l'époque, heureusement révolue, où le pays des droits de l'homme expliquait aux petits Algériens leurs origines... gauloises ?

Le temps n'est-il pas venu de briser les « tabous que nous avons nous-mêmes entretenus », selon votre propre expression (extraite de votre discours du 2 octobre 2020 sur le thème de la lutte contre le séparatisme) ?

Dans votre allocution télévisée du 14 juin 2020, vous avez affirmé que « la République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire » : nous ne pouvons pas croire que votre déclaration ne concerne pas aussi les *Feldgrauen* alsaciens et mosellans de la Première Guerre mondiale.

Aussi, monsieur le président, cette année encore, ai-je l'honneur d'en référer à votre haute autorité pour que soit enfin reconnue, dans la dignité et le respect des valeurs de notre République, la mémoire de nos ancêtres allemands par une invitation faite aux maires des communes du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle à prononcer, le 11 novembre 2020, un discours adapté à notre réalité historique.

Restant à votre disposition et dans l'espoir renouvelé d'une suite favorable à notre requête, je vous prie de croire, monsieur le président de la République, en l'assurance de mon profond respect.



D^r Eric Ettwiller
président

Copie à :

- . mesdames et messieurs les sénateurs du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de Moselle
- . mesdames et messieurs les députés du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de Moselle
- . mesdames et messieurs les maires du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de Moselle